

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EMBALLAGES PLASTIQUES 16

Rue des Bouviers
16230 Mansle-Les-Fontaines

Références : 2025 1549 UbD16-86 Env

Code AIOT : 0007205698

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement EMBALLAGES PLASTIQUES 16 implanté Rue des Bouviers 16230 MANSLE-LES-FONTAINES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMBALLAGES PLASTIQUES 16
- Rue des Bouviers 16230 MANSLE-LES-FONTAINES
- Code AIOT : 0007205698
- Régime : Déclaration

Emballages Plastiques 16 (EP 16) exploite une unité d'extrusion/soufflage d'emballages en plastique rigide, rue des Bouviers, sur la commune de Mansle. L'établissement emploie une quinzaine de personnes et fonctionne en 3 x 8, par équipe de 2 à 3 personnes, du lundi 05h00 au samedi 02h00.

Il bénéficie, pour cette activité, d'un récépissé de déclaration de 2003 pour les rubriques 2661 (transformation de polymères) et 2663 (stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Cet établissement est mitoyen des installations exploitées par la société Établissements Pintaud, situé rue Maurice Pintaud, classé Seveso Seuil Haut, qui fabrique des produits de désinfection et d'entretien à base d'eau de javel.

Les sociétés Établissements Pintaud et Emballages Plastiques 16 appartiennent toutes deux à la société Holding Pintaud Finances.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité des installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 3.6 des annexes I	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Modifications des capacités de stockage en extérieur	Code de l'environnement du 09/12/2015, article R512-54 II.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Implantation des stockages de matières plastiques en extérieur	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.1 de l'annexe I	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 4.2 des annexes I	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Mur coupe-feu du nouveau bâtiment de stockage	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.1 de l'annexe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort principalement de la présente visite d'inspection le constat d'une augmentation notable des quantités de matières plastiques stockées en extérieur sur la partie Ouest du site EP16 sans que les distances d'isolement vis-à-vis des installations exploitées par des tiers (garage automobile à l'Ouest et installations de Ets Pintaud au Nord) soient respectées.

Compte tenu de la proximité et de la connexité entre les installations des sociétés EP 16 et Ets Pintaud, appartenant toutes deux à la société Holding Pintaud Finances, il peut être opportun pour la société Pintaud de se constituer exploitant (au sens du code de l'environnement) de l'ensemble des installations présentes sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 3.6 des annexes I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.</p>
Constats : <p>L'exploitant fait réaliser une vérification des installations électriques annuellement. Il a présenté le rapport de la dernière vérification (Apave le 02/07/2025). Ce rapport fait état de 9 observations dont 2 récurrentes.</p> <p>L'exploitant a présenté un devis signé en vue d'une intervention de maintenance par un prestataire extérieur.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>➔ Pour justifier des suites apportées aux observations formulées dans le dernier rapport de vérification électrique, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la facture du prestataire extérieur sollicité une fois qu'il sera intervenu.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Dispositifs de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 4.2 des annexes I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• (...) <p>(...)</p> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>(...)</p>
Constats : <p>Le registre de sécurité présenté par l'exploitant est tenu à jour et montre que les dispositifs de sécurité font l'objet d'un suivi annuel.</p> <p>Les portes coupe-feu ont été ajoutées à ce suivi et ont été vérifiées par Eurofeu le 09/09/2025.</p> <p>Concernant les RIA, l'exploitant a présenté la facture, datée du 17/02/2025, des réparations effectuées suite à la vérification 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Modifications des capacités de stockage en extérieur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2015, article R512-54 II.
Thème(s) : Situation administrative, Volumes d'activités
Prescription contrôlée : <p>II. - Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration de ces modifications et précise les conditions dans lesquelles cette déclaration est transmise par voie électronique.</p>
Constats : <p>Par télédéclaration du 14/11/2024, l'exploitant a déclaré un projet d'extension de son installation par la construction d'un nouveau bâtiment de stockage de produits finis (bidons plastiques) sur la partie Est du site.</p> <p>L'exploitant déclare avec ce projet atteindre une capacité de stockage de 4000 m³ de produits relevant de la rubrique 2663 sous le régime déclaratif.</p> <p>Cependant, cette déclaration ne comprend pas de plan des zones de stockage de l'installation avec leurs caractéristiques (surfaces, volumes, rubriques associées) ni d'explications des modalités de calcul conduisant au volume de 4000 m³ de capacité de stockage déclaré au titre de la rubrique 2663.</p>

De plus, le plan de masse des installations au 1/200e joint à la télédéclaration ne fait pas apparaître la partie Ouest du site.

Or, lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de nombreux stockages de GRV et bidons plastiques palettisés en extérieur sur la partie Ouest du site, sans que l'exploitant ne puisse confirmer si ces stockages ont été pris en compte dans sa déclaration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'exploitant doit compléter sa télédéclaration du 14/11/2024 en produisant une nouvelle télédéclaration de modifications par voie électronique sur <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920> et en y joignant les éléments suivants :
- plan du périmètre des terrains exploités par la société EP 16 ;
 - plan de l'ensemble des bâtiments et zones de stockages extérieurs exploités par la société EP 16 sur ces terrains, avec leurs caractéristiques (activité, nature des produits stockés, surfaces, volumes, rubriques associées, etc.) ;
 - les modalités de calcul du volume d'activité déclaré au titre de la rubrique 2663.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Implantation des stockages de matières plastiques en extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.1 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Implantation

Prescription contrôlée :

L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété. Cette distance peut être ramenée à 10 mètres si l'installation respecte au moins l'une des conditions suivantes :

- elle est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage,
- elle est séparée des limites de propriété par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant, le cas échéant, d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement et dont les portes sont coupe-feu de degré 1 heure, munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Constats :

Les îlots de stockage de matières plastiques (GRV, bidons sur palettes, etc.) situés en extérieur sur la partie Ouest du site sont implantés à moins de 10 m des limites de propriété et sans paroi coupe-feu de degré 2 heures vis-à-vis des installations exploitées par des tiers (garage automobile à l'Ouest et Ets Pintaud au Nord).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'exploitant doit modifier l'organisation des zones de stockages de matières plastiques (GRV, bidons sur palettes, etc.) en extérieur de sorte :
- option 1 : qu'elles soient implantées à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété ;

- **option 2** : qu'elles soient implantées à une distance d'au moins 10 mètres avec une paroi coupe-feu de degré 2 heures (mur ou blocs béton empilés), dépassant d'au moins 1 mètre les stockages, aménagée vis-à-vis des installations exploitées par des tiers.
- **option 3** : qu'il n'y ait plus de stockage en extérieur.

➔ L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un plan des zones de stockage ainsi modifiées avec leurs caractéristiques (surfaces et volumes de stockage maximum).

En cas de non-respect de ce point de contrôle dans le délai imparti ci-dessous, une mise en demeure pourra être proposée.

Nota Bene :

Dans la situation administrative actuelle, les installations exploitées par la société Ets Pintaud sont considérées comme des installations exploitées par des tiers vis-à-vis des installations exploitées par la société EP 16.

Compte tenu de la proximité et de la connexité entre les installations des sociétés EP 16 et Ets Pintaud, appartenant toutes deux à la société Holding Pintaud Finances, il peut être opportun pour la société Pintaud de se constituer exploitant (au sens du code de l'environnement) de l'ensemble des installations présentes sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Mur coupe-feu du nouveau bâtiment de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.1 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives

Prescription contrôlée :

L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété. Cette distance peut être ramenée à 10 mètres si l'installation respecte au moins l'une des conditions suivantes :

- (...),
- elle est séparée des limites de propriété par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant, le cas échéant, d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement et dont les portes sont coupe-feu de degré 1 heure, munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Constats :

Le nouveau bâtiment de stockage projeté par l'exploitant, objet de sa télédéclaration de modification du 14/11/2024 a été construit et mis en service.

D'après cette télédéclaration, ce bâtiment est implanté à 10 m des limites de propriété avec un mur coupe-feu 2 h sur son côté Est, exposé aux limites de propriété.

La présence d'un mur coupe-feu sur le côté Est du bâtiment a été constaté lors de la visite d'inspection.

L'exploitant a présenté les éléments justifiant du degré coupe-feu 2h de ce mur (attestation du chargé d'affaires, société Secba Ingénierie Structures, établie le 28/11/2025).

Type de suites proposées : Sans suite